

Accusé de harcèlement, le député, ancien dirigeant d'EELV, a été contraint à la démission de son poste de vice-président de l'Assemblée nationale. Des faits graves soumis au déni et à l'omerta

Ce que révèle l'affaire Denis Baupin

Scandale

Le député écologiste Denis Baupin a démissionné lundi de son poste de vice-président de l'Assemblée nationale, quelques heures après avoir été mis en cause, via Mediapart et France Inter, par quatre élues écologistes, pour « harcèlement » ou « agression sexuelle ». Des accusations qu'il conteste. **La direction d'Europe Ecologie-Les Verts, son ancien parti qu'il a quitté en avril, demande à ce qu'il démissionne de son mandat de député.**

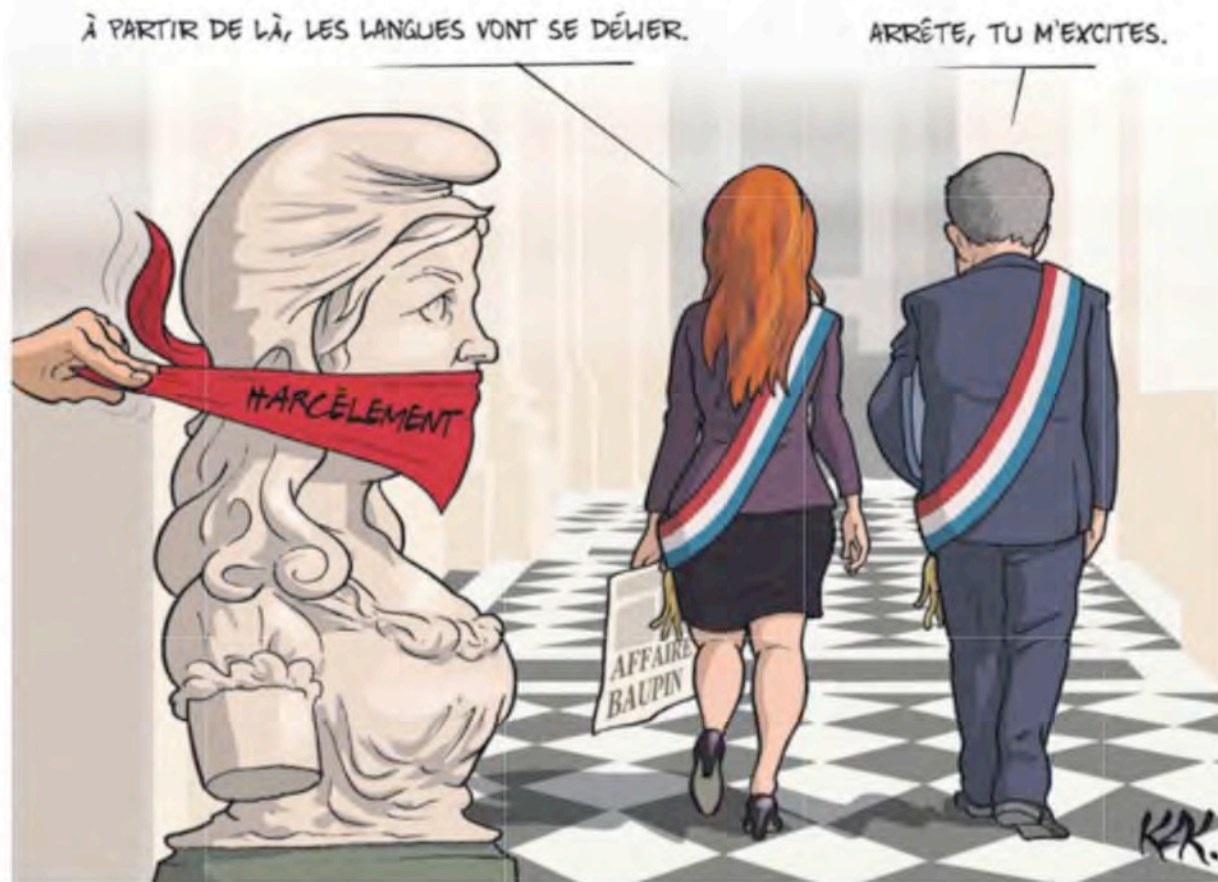
Stéphane Grand, Fanny Guinochet et Nathalie Segauines

SI CERTAINS MEMBRES d'Europe Ecologie-Les Verts ont reconnu ne pas être surpris, lundi, de voir éclater « l'affaire », celle-ci a stupéfié la classe politique. Le député de Paris, ancien adjoint aux Transports de Bertrand Delanoë, était certes connu pour « aimer les femmes » et « savoir leur faire comprendre qu'elles lui plaisaient ». Mais le portrait de l'élue écologiste dressé par

ses accusatrices, une sorte de « DSK des Verts », ne convainc pas forcément les femmes qui ont travaillé avec lui à la Mairie de Paris ou à l'Assemblée nationale. « C'est un gros lourdaud, coureur de jupons, mais certainement pas un DSK, confie une députée PS. De plus, les femmes qui l'accusent à visage découvert dans cet article sont celles qui avaient les moyens de se défendre ». Difficile pour autant de voler au secours de ce pilier du groupe écologiste. « Comme l'épisode DSK nous a tous profondément marqués, personne ne va le défendre », reconnaît cette élue.

L'affaire du Sofitel de New York, qui a provoqué la chute de Dominique Strauss-Kahn, il y a tout juste cinq ans, en mai 2011, a de fait changé la donne. La classe politique sait désormais qu'elle peut renfermer en son sein des pathologies plus ou moins avancées, sans en avoir le moindre soupçon.

Le malaise provoqué par les révélations de Mediapart et de France Inter est d'autant plus prononcé que les accusations portées contre Denis Baupin ont de forts relents de règlements de comptes internes. « Pourquoi ces



accusations sortent-elles maintenant, alors que tout le monde savait, paraît-il, chez les Verts, depuis des années ? », s'interroge un responsable socialiste. « Ils sont en pleine période stalinienne, c'est l'épuration, résume un ancien écologiste. Celles qui portent les accusations font partie des plus durs, et derrière Baupin, Emma Cosse est visée ».

La réponse de la direction d'EELV n'a pas tardé, décidant de lancer une vaste opération « mains propres » en

interne mais aussi de se placer opportunément comme une vigie pour toute la société. « Que la parole se libère à l'encontre de tous les harceleurs et agresseurs, que ce soit en politique ou plus généralement », conclut le communiqué. Une façon de faire oublier que les dirigeants d'EE-LV « savaient » depuis des années, mais n'ont rien dit, rien fait. « Que dit cette histoire, avec sa brutalité ? Nous sommes dans une société moralisée et moralisatrice. Il

y a une américanisation qui se met en place, où certains et certaines se voient en lanceurs d'alerte », confie un ancien dirigeant d'EELV.

Sans toutefois minimiser les faits imputés à Denis Baupin (aucune plainte n'a été déposée), des responsables politiques de gauche n'hésitent pas à y voir « une opération politique ». Figure reconnue du parti, notamment sur les questions nucléaires, Denis Baupin

Ce que révèle l'affaire Denis Baupin

●●● Suite de la page 1

en désaccord avec la ligne du trio Bayou-Cormand-Duflot, a démissionné le 18 avril du mouvement, après que son épouse Emmanuelle Cosse a été mise au ban de la direction d'EELV pour être entrée dans le gouvernement.

Pressions. « Les Verts ont toujours été un parti libertaire, c'est vrai. Mais jamais le harcèlement n'aurait pu être accepté. Cela aurait été tout de suite dénoncé », rappelle Jean-Luc Benahmias, ancien secrétaire national. Cette façon de briser l'omerta signe donc un tournant politique de la nouvelle direction. « Si j'avais eu à "gérer" une forme de harcèlement, sexuel ou autre, cela aurait été très simple, j'aurais dit : "Tu portes plainte, et après le parti, en fonction de la décision de justice, aurait pris ses responsabilités". Là rien n'a été laissé au hasard », analyse encore cet ancien numéro un.

Reste que le monde politique continue d'être un lieu de fortes tensions, où les attitudes machistes sont courantes. « C'est le lieu des confrontations absolues, car derrière, il y a toujours la notion de prise de pouvoir ou alors de conservation du pouvoir », admet une apparatchik. Ainsi dans un livre récent, Michel Sapin était épinglé pour avoir eu des gestes et des propos déplacés sur une journaliste.

Dès l'été 2012, la garde des Sceaux de l'époque, Christiane Taubira, a renforcé les peines en matière de harcèlement. Mais le silence reste la règle d'un milieu politique encore largement testotésroné. « Il y a peut-être eu un renforcement des sanctions, mais cela ne

se détend pas du tout, reconnaît le cadre d'un grand parti. Les pressions psychologiques sous toutes leurs formes font partie du quotidien, du simple SMS aux allusions sexuelles, la panoplie peut être complète... »

Pour Jean-Claude Delgènes, directeur général de Technologia, cabinet spécialisé dans la prévention des risques au travail, « le milieu politique reste, en matière de sexisme, très spécifique, à la traîne ». L'affaire Baupin changera-t-elle les choses ? « Pas sûr », répond ce consultant, qui cite le cas DSK : « Malgré le procès aux Etats-Unis, et les images fracassantes, le socialiste continue à conseiller les chefs d'Etat, est l'objet de rumeurs qui font état de son retour en politique... » Pour Jean-Claude Delgènes, les changements ne seront effectifs que quand le personnel politique verra qu'il y a un risque réel pour sa réputation. La parité devrait aussi entraîner une évolution des comportements.

Si le monde politique est en retard, il en est de même aussi, selon lui, des milieux de la communication (agences de publicité) ou du sport, où les propos graveleux à l'égard des femmes et les comportements outranciers, sont répandus et tolérés. Pour le reste, la prise de conscience est en cours. Et le sexisme en passe de reculer. « Il y a une attention plus claire aux termes employés, et une tolérance moins importante aux dérapages de ce type », note Bénédicte Haubold, fondatrice d'Artélie Conseils, cabinet d'expertises en risques psychosociaux.

@Stephane_Grand  @fannyguinochet 
@NSegaunes 

l'opinion

MARDI 10 MAI 2016 – N° 751
1,70 €

Quotidien libéral // politique, économie, international